



## COMMUNICATION EN CONSEIL DES MINISTRES

**Objet** : Résultats des entreprises publiques à fin 2020  
et risques budgétaires pour l'année 2021

La présente communication a pour objet d'informer le Gouvernement sur les performances enregistrées à fin 2020 par les entreprises publiques (sociétés d'Etat et sociétés à participation financière publique majoritaire) ainsi que les potentiels risques budgétaires pesant sur l'Etat dans le cadre de la gestion desdites sociétés.

L'analyse porte sur quarante-et-une (41) entreprises ayant transmis les informations budgétaires requises, soit la totalité des entreprises concernées par le suivi budgétaire au cours de l'exercice 2020.

### **I. PERFORMANCES DES ENTREPRISES PUBLIQUES A FIN 2020**

L'année 2020 a été marquée par différents bouleversements, dont la pandémie de la COVID-19, qui a altéré les modèles économiques de certaines entreprises du portefeuille de l'Etat.

En dépit de ce contexte difficile, les entreprises publiques ont maintenu la bonne dynamique observée ces dernières années au niveau de leurs résultats, avec une croissance de **94%** du résultat net provisoire consolidé, pour s'établir à **55,5** milliards FCFA, contre **28,6** milliards FCFA en 2019 et un résultat positif de **5,8** milliards FCFA enregistré deux ans plus tôt.

La bonne performance réalisée en 2020 est principalement portée par les Sociétés d'Etat, avec une réalisation estimée à 42,5 milliards FCFA, soit un taux de réalisation de 83% par rapport aux objectifs budgétaires de l'exercice. L'excédent observé au niveau des Sociétés d'Etat est tiré par les sociétés BNETD (26,8 milliards FCFA), SODEMI (17,1 milliards FCFA), PAA (8 milliards FCFA), ANSUT (5,8 milliards FCFA) et CI-ENERGIES (4,6 milliards FCFA).

Quant aux Sociétés à Participation Financière Publique Majoritaire (SPFPM), elles affichent un excédent de 13 milliards FCFA, pour une prévision de 21 milliards FCFA. Cette réalisation est soutenue par le résultat net des sociétés BNI (17,4 milliards FCFA), GUCE-CI (6,5 milliards FCFA) et CML (5,7 milliards FCFA).

Cependant, dix (10) sociétés présentent un déficit à l'atterrissage 2020, pour une perte cumulée de **50,6** milliards FCFA, contre un déficit prévisionnel cumulé de 26,4 milliards FCFA. Il s'agit de AIR CI (-23,6 milliards FCFA), SPDC (-8,1 milliards FCFA), SODEXAM (-4,4 milliards FCFA), PETROCI HOLDING (-4,4 milliards FCFA), Poste CI (-4,3 milliards FCFA), SOTRA (-1,8 milliard FCFA), SODERTOUR-LACS (-1,4 milliard FCFA), SNPECI (-995 millions FCFA), EDIPRESSE (-801 millions FCFA) et I2T (-659 millions FCFA).

Ces contre-performances s'expliquent, pour la grande majorité de ces entreprises, notamment celles des secteurs du transport et de l'hôtellerie, par le contexte de crise sanitaire.

Pour les autres, à l'exception de PETROCI HOLDING, dont le déficit est essentiellement lié à des provisions constituées pour enregistrer des pertes probables sur des investissements antérieurs, le déséquilibre observé est la conséquence des difficultés structurelles de ces sociétés.

Afin de conforter ce résultat consolidé, il est envisagé le renforcement du suivi du portefeuille de l'Etat, à travers : (i) la mise en œuvre d'actions pour l'optimisation des performances au niveau des entreprises en difficulté ; (ii) le déploiement du dispositif d'audit et de contrôle opérationnel et ; (iii) le renforcement de la coordination des tutelles financière et technique autour des priorités stratégiques identifiées pour l'amélioration des performances du portefeuille étatique.

## **II. RISQUES BUDGETAIRES LIES AUX ENTREPRISES PUBLIQUES POUR 2021**

### **a. Risque de dégradation des fonds propres**

A l'atterrissage 2020, six (6) entreprises publiques présentent des niveaux de fonds propres en deçà du minimum légal. En effet, le ratio « Fonds propres/Capital social » de chacune de ces sociétés ressort inférieur à la norme réglementaire, qui est de **0,5**. Il s'agit des sociétés EDIPRESSE (- 55,6), SGMT (- 11,8), INS (- 2,9), SNPECI (- 0,5), CI-ENGINEERING (0,4) et AIR CI (0,2).

Cette situation implique un besoin en recapitalisation, d'un montant global de **57,76** milliards FCFA, pour permettre à ces sociétés d'être conformes à la norme réglementaire. La part à la charge de l'Etat, en raison de son niveau de participation, s'élève à **37,49** milliards FCFA.

S'agissant d'EDIPRESSE, des mesures sont en cours de mise en œuvre pour la restauration de ses fonds propres et son redressement. Il s'agit notamment de la mutualisation de certains coûts de fonctionnement avec la SNPECI, l'un des associés de la société et de la conversion de la dette d'EDIPRESSE vis-à-vis de la SNPECI en capital.

En ce qui concerne la SGMT, le management de la société envisage de procéder à l'augmentation du capital social par compensation avec les créances des deux (2) actionnaires que sont la SICOGI et la Mairie de Treichville.

Pour ce qui est de l'INS, son statut juridique a été modifié en Agence d'exécution par la loi n°2020-950 du 7 septembre 2020 modifiant et complétant la loi n°2013-537 du 30 juillet 2013 portant organisation du Système statistique national. L'adoption, par le Gouvernement, des textes d'application de ladite loi permettra de finaliser les formalités juridiques liées à la modification du statut de la société.

Pour ce qui concerne CI-ENGINEERING, le processus en cours relatif à l'augmentation du capital social par apport en numéraire d'un montant de **1,67** milliard FCFA, réservé à l'actionnariat privé de la société, permettra la restauration de ses fonds propres.

Au sujet d'AIR CI, différentes options sont en cours d'examen par le management de la société pour la régularisation des fonds propres. Ces options seront analysées avec les services compétents du Ministère du Budget et du Portefeuille de l'Etat afin d'identifier des solutions convenables pour toutes les parties.

Quant à la SNPECI, des actions seront prévues en vue de restaurer l'équilibre bilanciel de la société.

La mise en œuvre de ces mesures en 2021 permettra d'atténuer les risques d'exposition de l'Etat.

Par ailleurs, au regard des prévisions budgétaires 2021, sept (7) entreprises présenteraient des niveaux de fonds propres en deçà du minimum légal. Il s'agirait de I2T ainsi que des six (6) sociétés identifiées au terme de la gestion 2020. Il importe donc d'accélérer la mise en œuvre des mesures sus-évoquées.

### **b. Risque de défaut de paiement du service de la dette**

Sur les quarante-deux (42) entreprises du portefeuille de l'Etat concernées par le dispositif de suivi de l'endettement (les entreprises publiques plus la SIR), seules vingt (20) sociétés sont tenues par des engagements financiers vis-à-vis des institutions financières nationales et internationales.

Au 31 décembre 2020, le stock de la dette de ces vingt (20) sociétés est estimé à **2 285,3** milliards FCFA, en hausse de **1,6%** par rapport à 2019. Ce stock est reparti principalement en trois (3) catégories, à savoir : les dettes rétrocedées (54%) ; les dettes garanties (28%) et ; les dettes directes (18%). Les dettes rétrocedées s'élèvent à **1 247,7** milliards FCFA et sont essentiellement portées par CI-ENERGIES (63%) et le PAA (34%). Les dettes garanties ressortent à **632** milliards FCFA et sont principalement le fait de CI-ENERGIES (46%) et de la SIR (43%).

Comptabilisant plus de **1 131,99** milliards FCFA de dette, CI-ENERGIES demeure la société la plus endettée. Elle est suivie par le PAA (440,1 milliards FCFA), la SIR (273,9 milliards FCFA), le FER (208,4 milliards FCFA), l'ANSUT (73,02 milliards FCFA) et Air Côte d'Ivoire (72,8 milliards FCFA).

En outre, il importe de souligner que huit (8) sociétés cumulent des arriérés d'un montant total de **15,6** milliards FCFA contre 36 milliards FCFA en 2019. Il s'agit des sociétés PETROCI HOLDING, ANSUT, SIPP, SOTRA, SNDI, SPDC, EDIPRESSE et SNPECI. Des initiatives sont en cours pour la restructuration ou l'apurement des dettes concernées par des situations d'impayés.

Par ailleurs, la viabilité de la dette des entreprises publiques devra être suivie de façon rapprochée, car quatre (4) entreprises ne respectent pas certaines normes établies pour s'assurer de la qualité de l'endettement.

En effet, sur la base des données du budget prévisionnel de l'exercice 2021, l'ANSUT et le FODI affichent un service de la dette insuffisamment couvert par leur marge d'exploitation, le taux de couverture du service de la dette de ces entreprises ressortant respectivement à **1,01** et **1,16** pour une norme de **1,2**.

Quant aux entreprises du secteur marchand, deux (2) sociétés présenteront un risque important de défaut de paiement du service de leur dette. Il s'agit de la Poste CI, en raison de sa capacité d'autofinancement négative et d'EDIPRESSE qui présente une capacité de remboursement (nombre d'années que l'entreprise consacrerait à rembourser ses dettes en utilisant sa capacité d'autofinancement) égale à 4, supérieure à la durée de remboursement restante qui est de 2,5 ans.

En définitive, il s'avère nécessaire de prendre des dispositions en vue d'éviter la matérialisation des risques sus-exposés, compte tenu des tensions qui entourent l'exécution du budget 2021.

Il s'agira d'interpeller les dirigeants des sociétés en difficulté structurelle, en vue de proposer diligemment ou d'accélérer la mise en œuvre de plans de restructuration n'incluant pas d'appui budgétaire direct de l'Etat.

Il conviendra également de veiller à ce que les entreprises publiques durement impactées par la pandémie de la COVID-19, puissent bénéficier des mécanismes de soutien mis en place par l'Etat dans le cadre du plan de soutien économique, social et humanitaire.

**Telle est l'économie de la présente Communication relative aux risques budgétaires potentiels des entreprises du portefeuille de l'Etat.**

**LE MINISTRE DU BUDGET  
ET DU PORTEFEUILLE DE L'ÉTAT**

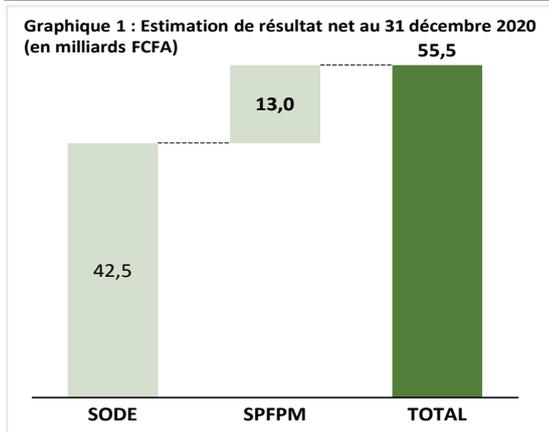
**Moussa SANOGO**



**ANNEXES A LA COMMUNICATION EN CONSEIL DES MINISTRES RELATIVE AUX  
RESULTATS PROVISOIRES 2020 DES ENTREPRISES PUBLIQUES ET AUX RISQUES  
BUDGETAIRES 2021**

**Annexe 1 : Performances du portefeuille 2020**

**Résultat net provisoire au 31 décembre 2020**



**Synthèse des principaux agrégats provisoires au 31 décembre 2020 (Données en milliards FCFA)**

1085,3 milliards FCFA de chiffre d'affaires : 93,8% des objectifs de la période			
Type de société	Chiffre d'affaires estimé au 31 décembre 2020	Prévision de chiffre d'affaires au 31 décembre 2020	Taux d'exécution
Sociétés d'Etat	555,2	592,3	↗ 94%
SPFP majoritaire	530,2	565,1	↗ 94%
1 674,8 milliards FCFA de produits globaux : 94,4% des objectifs de la période			
Type de société	Total produits et équivalents estimé au 31 décembre 2020	Prévision de total produits et équivalent au 31 décembre 2020	Taux d'exécution
Sociétés d'Etat	1 085,5	1 113,8	↗ 97%
SPFP majoritaire	589,2	660,0	↗ 89%
1 619,4 milliards FCFA comme charges exécutées : 95,2% de l'enveloppe de la période			
Type de société	Charges estimées au 31 décembre 2020	Prévision des charges au 31 décembre 2020	Taux d'exécution
Sociétés d'Etat	1 043,2	1 062,3	● 98%
SPFP majoritaire	576,2	638,9	● 90%
55,5 milliards FCFA d'excédent : 76,6% de taux de réalisation des performances prévisionnelles sur la période			
Type de société	Resultat net estimé au 31 décembre 2020	Prévision de resultat net au 31 décembre 2020	Taux d'exécution
Sociétés d'Etat	42,5	51,4	↗ 83%
SPFP majoritaire	13,0	21,0	↘ 62%
701,7 milliards FCFA d'investissements : 91% de taux de réalisation			
Type de société	Investissements estimés au 31 décembre 2020	Prévision d'investissement au 31 décembre 2020	Taux d'exécution
Sociétés d'Etat	600,5	673,7	↗ 89%
SPFP majoritaire	101,2	97,2	↗ 104%

Résultat net et chiffre d'affaires

Charges

↑ TR >= 100%	● TR <= 80%
↗ 80% <= TR < 100%	● 80% < TR <= 100%
↘ 60% <= TR < 80%	● TR > 100%
↓ TR < 60%	

TR : Taux de réalisation

**Annexe 2 : Performances individuelles au 31 décembre 2020 (Données en millions FCFA)**

SOCIETE	RN 2020 estimé (a)	RN 2020 prévu (b)	Taux de réalisation du RN 2020 (a/b)
BNETD**	26 762,5	3 490,8	767%
BNI**	17 396,0	14 054,0	124%
SODEMI	17 125,0	2 883,9	594%
PAA	8 014,4	12 329,0	65%
GUCE	6 492,9	6 842,5	95%
ANSUT	5 823,8	6 861,7	85%
CML	5 691,3	6 223,0	91%
CI-ENERGIES	4 628,2	3 827,5	121%
LONACI	3 251,9	5 066,9	64%
VERSUS BANK	3 111,0	1 744,0	178%
LBTP	1 989,9	1 282,3	155%
BPCI**	1 865,0	181,0	1030%
SICOGI	901,7	428,4	211%
AGEROUTE	599,5	532,0	113%
IDT**	525,3	2,2	23423%
PASP	475,0	600,0	79%
SODEFOR	309,1	170,2	182%
AIGF	214,3	89,6	239%
AGEF	203,1	470,0	43%
INS	140,2	4,0	3542%
SNDI	105,4	300,0	35%
ONEP**	101,2	442,0	23%
SONITRA	84,3	552,1	15%
FODI	65,3	15,6	420%
SGMT	65,3	76,6	85%
RTI	46,0	212,0	22%
SIPF	39,9	44,3	90%
CI- ENGINEERING	27,2	95,6	28%
INIE	20,3	48,4	42%
FER	0,0	0,0	
ONAD	0,0	0,0	
I2T	-658,8	21,5	NA
EDIPRESSE	-800,7	-401,7	NA
SNPECI	-995,2	-131,3	NA
SODERTOUR-LACS	-1 392,1	475,6	NA
SOTRA	-1 857,0	220,0	NA
Poste CI	-4 341,6	-5 321,4	NA
PETROCI	-4 402,0	29 295,0	NA
SODEXAM	-4 448,8	0,0	NA
SPDC	-8 110,8	-4 891,3	NA
AIR CI	-23 555,6	-15 659,0	150%
<b>TOTAL</b>	<b>55 512,1</b>	<b>72 476,8</b>	<b>77%</b>

\*\* Sociétés dont les comptes 2020 ont été certifiés

### Annexe 3 : Besoins en recapitalisation à l'atterrissage 2020 et estimations 2021

Société	RN_Prev_2020	RN_Est_2020	Taux de réalisation	RN_Prev_2021	CS	Fonds Propres est.2020	Besoin en recapitalisation 2020	FP/CS (2020)	Fonds Propres Prév. 2021	FP/CS (2021)	Besoin en recapitalisation 2021
EDIPRESSE	-401,7	-800,7	-	8,2	25,0	-1 389,1	1 401,6	-55,6	-1 380,9	-55,2	1 393,4
SGMT	76,6	65,3	0,9	63,7	250,0	-2 952,9	3 077,9	-11,8	-3 173,6	-12,7	3 298,6
INS	4,0	140,2	35,4	763,7	2 000,0	-5 709,4	6 709,4	-2,9	-6 432,5	-3,2	7 432,5
I2T	21,5	-658,8	-	-1 296,3	250,0	357,2	0,0	1,4	-683,1	-2,7	808,1
SNPECI	-131 312,0	-995,2	-	-80,3	821,2	-436,0	846,6	-0,5	-164,4	-0,2	575,0
AIR CI	-15 659,0	-23 555,6	-	-19 726,0	130 000,0	19 812,9	45 187,1	0,2	86,9	0,001	64 913,1
CI-ENGINEERING	95,6	39,2	0,4	-480,4	5 864,0	2 397,3	534,7	0,4	1 928,9	0,3	1 003,1
SODERTOUR-LACS	475,6	-1 392,1	-	36,8	10 000,0	7 363,7	0,0	0,7	7 400,5	0,7	0,0
SIPF	44,3	39,9	0,9	59,3	3 000,0	2 858,4	0,0	1,0	2 917,7	1,0	0,0
SONITRA	552,1	84,3	0,2	984,9	2 272,5	1 666,9	0,0	0,7	2 507,2	1,1	0,0
ANSUT	16 329,9	3 477,3	0,2	-466,5	86 078,1	108 547,0	0,0	1,3	108 080,5	1,3	0,0
RTI	212,0	46,0	0,2	113,0	6 000,0	7 353,3	0,0	1,2	8 134,2	1,4	0,0
Poste CI	-5 727,5	-4 341,6	-	-2 396,4	5 362,2	13 609,5	0,0	2,5	9 566,3	1,8	0,0
SICOGI	428,4	901,7	2,1	1 752,8	6 777,4	16 674,1	0,0	2,5	17 705,9	2,6	0,0
ONAD	0,0	0,0	-	0,0	1 000,0	2 074,2	0,0	2,1	2 663,5	2,7	0,0
PASP	600,0	475,0	0,8	500,0	2 897,5	12 360,0	0,0	4,3	12 064,0	4,2	0,0
ONEP	442,0	7,1	0,0	709,4	150,0	1 097,8	0,0	7,3	1 437,8	9,6	0,0
AGEROUTE	532,0	599,5	1,1	736,8	300,0	2 259,4	0,0	7,5	2 996,2	10,0	0,0
FER	0,0	0,0	-	0,0	300,0	3 149,8	0,0	10,5	3 149,8	10,5	0,0
LBTP	1 282,3	1 989,9	1,6	2 472,5	1 000,0	9 581,0	0,0	9,6	10 653,0	10,7	0,0
PAA	12 329,0	8 014,4	0,7	10 425,1	16 000,0	169 209,3	0,0	10,6	179 634,4	11,2	0,0
SOTRA	220,0	-1 857,0	-	115,0	17 038,0	116 557,0	0,0	6,8	204 258,0	12,0	0,0
SODEXAM	0,0	-4 448,8	-	0,0	1 414,7	17 075,3	0,0	12,1	17 075,3	12,1	0,0
BNETD	3 490,8	2 800,0	0,8	4 499,5	2 000,0	22 796,8	0,0	11,4	27 100,0	13,6	0,0
SPDC	-4 891,3	-8 110,8	-	-463,8	7 140,2	103 642,8	0,0	14,5	103 179,0	14,5	0,0
CML	6 223,0	5 577,2	0,9	3 652,9	600,0	7 335,7	0,0	12,2	8 988,7	15,0	0,0
AGEF	529,2	203,1	0,4	451,8	400,0	5 958,6	0,0	14,9	6 410,4	16,0	0,0
INIE	48,4	20,3	0,4	10,2	120,0	1 683,1	0,0	14,0	1 972,4	16,4	0,0
SNDI	300,0	105,4	0,4	300,0	200,0	3 510,3	0,0	17,6	3 915,7	19,6	0,0
PETROCI	29 295,0	-4 402,0	-	2 099,0	20 000,0	391 356,9	0,0	19,6	393 455,9	19,7	0,0
FODI	15,6	65,3	4,2	17,1	10,0	189,9	0,0	19,0	207,0	20,7	0,0
LONACI	5 066,9	3 251,9	0,6	4 073,7	400,0	7 640,0	0,0	19,1	9 713,7	24,3	0,0
AIGF	89,6	214,3	2,4	117,2	500,0	16 858,4	0,0	33,7	16 659,1	33,3	0,0
SODEFOR	170,2	309,1	1,8	287,3	50,0	2 913,2	0,0	58,3	3 200,4	64,0	0,0
IDT	2,2	513,7	229,0	81,8	500,0	38 916,0	0,0	77,8	37 694,0	75,4	0,0
SODEMI	2 883,9	17 125,0	5,9	11 158,4	600,0	42 959,5	0,0	71,6	55 028,0	91,7	0,0
CI-ENERGIES	3 827,5	4 628,2	1,2	2 045,0	20 000,0	1 883 353,5	0,0	94,2	1 885 398,5	94,3	0,0

## Annexe 4 : Suivi de l'endettement au 31 décembre 2020 et anticipations sur la couverture de la dette

### Stock de la dette au 31 décembre 2020

Sociétés	Stock dette au 31 décembre 2020	Stock dette garantie au 31 décembre 2020	Stock dette rétrocédée au 31 décembre 2020	Stock dette au 31 décembre 2019
ACI	72 793	34 033	33 561	72 897
ANSUT	73 016	32 357	4 548	123 313
BNI	2 190	0	0	2 670
CI-ENERGIES	1 131 993	291 787	785 081	1 162 316
CML	2 710	0	0	3 218
EDIPRESSE	56	0	0	243
FER	208 402	0	0	77 810
FODI	46 077	0	0	42 605
ONEP	895	0	0	330
PAA	440 070	0	424 464	405 404
PASP	2 485	0	0	2 055
PCI	632	0	0	640
PETROCI	8 250	0	0	24 200
SICOGI	2 610	0	0	3 673
SIPF	2 392	0	0	2 392
SIR	273 859	273 859	0	304 288
SNDI	189	0	0	198
SNPECI	121	0	0	172
SOTRA	16 279	0	0	19 834
SPDC	311	0	0	261
<b>Total</b>	<b>2 285 328</b>	<b>632 036</b>	<b>1 247 654</b>	<b>2 248 519</b>

### Estimation de la capacité de remboursement pour l'exercice 2021

Sociétés	endettement net (en Mn FCFA)	CAFG (en Mn FCFA)	Capacité de remboursement	Durée de remboursement maximal restant (en année)
PASP	226,0	3 045,0	0,07	6
SNDI	47,1	583,0	0,08	-
SNPECI	90,4	526,1	0,17	3
CML	3 268,5	5 431,7	0,60	4,00
PETROCI	62 992,8	42 756,0	1,47	
SICOGI	3 346,5	2 165,8	1,55	2,00
SOTRA	13 684,0	4 627,0	2,96	5
EDIPRESSE	438,7	109,6	4,00	2,50
PAA	421 238,0	21 577,6	19,52	25
PCI	6 438,8	-1 225,4	-	2,00
SIPF				25
SPDC				3

**Bilan prévisionnel de l'exercice 2021 non transmis**

### Taux de couverture de la dette et prévision 2021

Sociétés	Service de la dette (en Mn FCFA) (1)	Ressources disponibles (**) (en Mn FCFA) (2)	TCD 2021 (3) (3)=(2)/(1)	Impayé du service de la dette en 2020 (en %)
ANSUT	50 394,8	50 761,9	1,01	16,2%
FODI	17 311,8	20 001,7	1,16	0,0%
FER	83 519,3	110 443,7	1,32	0,2%
CI-ENERGIES	55 231,1	92 838,3	1,68	0,7%
ONEP	220,0	787,8	3,58	0,0%

(\*\*): Total des recettes (expl. + hors expl.) - dépenses d'expl. - investissements - autres dépenses (hors remboursement de dettes)